

SYNDICAT MIXTE D'AMÉNAGEMENT DU STADE DE ROUDOUROU

MAIRIE de GUINGAMP - BP 50543 - 22205 GUINGAMP Cedex - Tél : 02.96.40.64.55

Remplacement de la sonorisation au Stade du Roudourou

MARCHÉ DE TRAVAUX N° SMASR-25-008

PROCÉDURE ADAPTÉE

RÈGLEMENT DE CONSULTATION R.C.

Date et heure limites de réception des offres le : **MARDI 15 JUILLET – 12H00**

Information préalable sur la dématérialisation des échanges :

Lien pour la dématérialisation : www.megalis.bretagne.bzh

L'offre du soumissionnaire doit impérativement être transmise par voie électronique depuis le profil d'acheteur Mégalis Bretagne, aucune réponse sur support papier n'est autorisée. Toute offre reçue sur support papier sera considérée comme irrégulière.

La signature électronique n'est pas obligatoire au stade du dépôt de l'offre. Ainsi, par la seule remise d'un pli, l'opérateur économique confirme son intention de candidater et soumissionner à la consultation et s'engage, s'il est désigné attributaire, à signer les pièces du marché par voie électronique.

SOMMAIRE

Table des matières	2
1.ACHETEUR PUBLIC.....	3
2.OBJET DU MARCHÉ	3
2.1.Objet du marché.....	3
2.2.Procédure	3
2.3.Augmentation de la masse de travaux.....	3
2.4.Lieux d'exécution.....	3
3.CARACTÉRISTIQUES PRINCIPALES	3
3.1.Allotissement	3
3.2.Marchés publics à tranches	3
3.3.Variantes	3
3.4.Durée du marché et délai d'exécution	4
3.5.Maîtrise d'œuvre	4
3.6.Forme juridique des candidats	4
3.7.Délai de validité des propositions	4
4.DOSSIER DE CONSULTATION.....	4
4.1.Mise à disposition du dossier de consultation par voie électronique	4
4.2.Contenu du dossier de consultation	5
4.3.Modification de détail au dossier de consultation.....	5
5.PRÉSENTATION DES PROPOSITIONS	5
5.1.Modalité de remise de l'offre par le candidat	5
5.2.Date limite de remise des offres et des échantillons	6
5.3.Contenu du dossier de candidature et d'offre	6
5.4.Documents à remettre par le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché	7
6.ANALYSE DES CANDIDATURES ET DES OFFRES	7
6.1.Sélection des candidatures	7
6.2.Jugement des offres	7
6.3.Négociations et critères d'attribution	7
7.RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES.....	8
7.1.Correspondants	8
7.2.Interdictions de soumissionner facultatives	8
7.3.Attribution de compétences	9

1. ACHETEUR PUBLIC

Personne Publique contractante :

SMASR

Syndicat Mixte d'Aménagement du Stade de Roudourou

Mairie de Guingamp

1 place du Champ au Roy

CS 50543

22205 GUINGAMP CEDEX

Tél : 02.96.40.64.50

Représentant le Pouvoir Adjudicateur :

Monsieur le Président du SMASR.

2. OBJET DU MARCHÉ

2.1. Objet du marché

La présente consultation concerne les **travaux de remplacement de la sonorisation du stade de Roudourou à Guingamp.**

2.2. Procédure

La consultation est lancée sous la forme d'une procédure adaptée en vertu des dispositions de l'article L2123-1 du code de la commande publique.

Le Maître d'Ouvrage pourra déclarer à tout moment, le marché sans suite pour tout motif d'intérêt général.

2.3. Augmentation de la masse de travaux

Conformément aux articles L2194-1 à R2194-7 du code de la commande publique une modification du marché public sera possible dans la limite de 50% du montant du marché initial.

Le cas échéant, le SMASR se réserve la possibilité de recourir à un marché négocié sans publicité ni mise en concurrence préalable pour la réalisation de prestations similaires à l'issue du marché, conformément à l'article R. 2122-7 du code précité.

2.4. Lieux d'exécution

Stade de Roudourou – 1 rue du Manoir – 22200 GUINGAMP

3. CARACTÉRISTIQUES PRINCIPALES

3.1. Allotissement

En raison de ses caractéristiques et de la nécessité de cohérence des prestations, le marché n'est pas alloti.

3.2. Marchés publics à tranches

Sans objet.

3.3. Variantes

Conformément à l'article R2151-8 du code de la commande publique, les candidats peuvent proposer des variantes proposant des solutions technologiques, écologiques ou esthétiques concourant à la même

utilisation finale et économiquement ou techniquement plus avantageuses.

Une offre est dite de base lorsqu'elle est conforme aux spécifications techniques du marché.

Les candidats pourront présenter une offre de base et/ou pourront présenter une offre variante plus performante qui ne prend pas en compte les spécifications techniques du marché. Celle-ci doit respecter les exigences de la consultation.

3.4. Durée du marché et délai d'exécution

Le délai d'exécution des travaux est proposé par les entreprises.

L'entreprise devra fournir, dans son offre, un planning précis respectant les contraintes énumérées au C.C.T.P.

La période de préparation est fixée à un (1) mois et elle est incluse dans le délai d'exécution du marché. Elle démarre à la notification du marché.

3.5. Maîtrise d'œuvre

La Maîtrise d'œuvre est assurée, :

1- Pour le marché de sonorisation du stade : par le **Bureau d'Études du Pôle Technique, Urbanisme et Affaires Foncières.**

Assistance à maîtrise d'ouvrage : Armor ingénierie

2- Pour le marché de reprise structurelle de la Tribune Présidentielle :

STUMM ARCHITECTURES

16 rue de la Mairie – 22480 Saint-Connan

Armor Ingénierie

5 c Rue de la Ville Néant – BP4- 22360 LANGUEUX

3.6. Forme juridique des candidats

Aucune forme de groupement n'est imposée par l'acheteur public.

En cas d'attribution du marché à un groupement conjoint, le mandataire du groupement sera solidaire, pour l'exécution du marché, de chacun des membres du groupement pour ses obligations à l'égard de l'acheteur public.

3.7. Délai de validité des propositions

Le délai de validité des propositions est de 120 (*cent vingt*) jours à compter de la date limite fixée pour la réception des propositions.

4. DOSSIER DE CONSULTATION

4.1. Mise à disposition du dossier de consultation par voie électronique

Conformément aux articles L2332-2, R2132-3 et R2132-7 du code de la commande publique, l'acheteur public met à disposition le dossier de consultation par voie électronique, à l'adresse suivante : www.megalis.bretagne.bzh . **Aucun dossier papier ne sera transmis aux candidats.**

Les candidats sont invités à s'identifier sur le site et notamment à indiquer une adresse courriel électronique permettant de façon certaine une correspondance électronique, notamment pour l'envoi d'éventuels

compléments, précisions ou rectifications. La responsabilité de l'acheteur public ne saurait être recherchée si le candidat a communiqué une adresse erronée, s'il n'a pas souhaité s'identifier ou s'il n'a pas consulté ses messages en temps et en heure.

L'annexe 2A précise les actions et recommandations préalables applicables à la réponse électronique.

L'attribution et l'envoi des courriers de rejets seront adressés par voie électronique à l'adresse mail utilisée pour le téléchargement des pièces de la consultation ou à défaut à l'adresse mail référencée dans le dossier. Ainsi, une attention particulière est demandée aux entreprises. En effet, ces dernières sont seules responsables du paramétrage et de la surveillance de leur propre messagerie : redirection automatique de certains mails, utilisation d'anti-spam,... qui pourraient nuire à leur bonne information.

4.2. Contenu du dossier de consultation

Le dossier de consultation comprend les documents suivants :

- le présent Règlement de la Consultation (R.C),
- l'acte d'engagement (A.E),
- le Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P),
- les Cahiers des Clauses Techniques Particulières :C.C.T.P préambule et gros œuvre,
- les annexes 1 à 5,
- le cadre de présentation de l'offre.

4.3. Modification de détail au dossier de consultation

Le Maître d'Ouvrage se réserve le droit d'apporter au plus tard huit (8) jours avant la date de remise des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Les concurrents devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les concurrents, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

5. PRÉSENTATION DES PROPOSITIONS

Les offres des candidats ainsi que tous les documents, certificats et attestations seront entièrement rédigées en langue française, conformément à la loi n° 94-665 du 4 août 1994. Néanmoins, si les documents fournis ne sont pas rédigés en langue française, en application de l'article R2151-12 du code de la commande publique, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français. Celle-ci doit être certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

5.1. Modalité de remise de l'offre par le candidat

Les offres des candidats devront être transmises **obligatoirement sous forme dématérialisée** à l'adresse suivante : www.megalis.bretagne.bzh

La dématérialisation, transmission numérique des candidatures et des offres, doit être effectuée avant la date limite de remise des offres. L'horodatage est effectué par la plateforme de dématérialisation www.megalis.bretagne.bzh

La signature électronique n'est pas exigée pour le dépôt de l'offre.

Cependant le candidat retenu et attributaire du marché aura besoin d'une signature électronique en conformité de l'arrêté du 12 avril 2018.

En conformité avec l'article R2151-6 du code de la commande publique, les offres sont transmises en une

seule fois. Si plusieurs offres sont successivement transmises par un même candidat, seule est ouverte la dernière offre reçue, par voie électronique ou sur support matériel, par le Pouvoir Adjudicateur dans le délai fixé pour la remise des offres.

En cas de transmission des plis par voie électronique, le candidat peut transmettre une copie de sauvegarde, sous format CD-ROM.

Elle doit être transmise sous pli scellé dans les délais de remise des offres avec les indications suivantes :

COPIE DE SAUVEGARDE
MARCHÉ PUBLIC
NE PAS OUVRIR

Cette copie ne sera ouverte que dans le cas où l'ouverture de l'offre électronique ne pouvait être effectuée pour des raisons techniques (problème de téléchargement, présence de virus détectée ou supposée,...).

Il est recommandé aux candidats de respecter les recommandations suivantes :

- les formats des fichiers ne pourront être que : **.doc / .rtf / .pdf / .xls / .ppt / .pps ou équivalents**,
- ne pas utiliser les formats exécutables, tel que **".exe"**,
- les documents ne doivent pas contenir de macros,
- les fichiers devront avoir été contrôlés, à la charge du candidat, par un anti-virus à jour.

Les candidats doivent tester les conditions d'accès à la plate-forme Mégalis quelques jours avant la date limite de remise des offres afin de s'assurer qu'il n'existe aucun problème technique pour le dépôt de l'offre.

Les offres dont les fichiers contiennent ou sont supposés contenir des virus feront l'objet d'un archivage de sécurité. Ces offres seront réputées n'avoir jamais été reçues et les candidats en seront informés.

5.2. Date limite de remise des offres et des échantillons

La date limite de remise des offres est fixée le : **MARDI 15 JUILLET 2025 – 12H00**

Contenu du dossier de candidature et d'offre

A l'appui de son offre, le candidat devra fournir l'ensemble des attestations, certificats et déclarations prévus aux articles R2143-3 à R2143-11 du code de la commande publique. Pour la production de l'ensemble des éléments ci-après, le Maître d'Ouvrage invite les candidats à utiliser la plate forme www.megalis.bretagne.bzh

Le DUME Simplifié permet aux entreprises de répondre à un marché public avec leur seul numéro SIRET.

Le DUME Simplifié permet de supprimer les documents, jusque-là produits par les candidats (DC1, DC2 en particulier) et qui avaient pour objet de récupérer les informations administratives sur les entreprises (adresse, activité, attestations sur l'honneur...).

Grâce au SIRET, le DUME Simplifié, service opéré par l'État, est en mesure de collecter auprès des administrations de référence les dernières informations à jour connues sur votre entreprise. Il permet de renseigner un formulaire dématérialisé annexé au dossier de candidature.

Les renseignements permettant d'évaluer **les capacités professionnelles et techniques** du candidat, sont, **pour chacun des membres du groupement éventuel** :

- l'acte d'engagement, et ses annexes éventuelles à compléter, dater et signer par le(s) représentant(s) qualifié(s) de l'entreprise candidate. La signature de l'acte d'engagement vaut acceptation sans réserve du CCAP et du CCTP du marché, ainsi que les autres pièces du marché dont les originaux conservés par la collectivité font seul foi,
- la décomposition de prix global et forfaitaire, à compléter, dater et signer par le(s) représentant(s) qualifié(s) de l'entreprise candidate,

- L'entreprise devra également transmettre à l'appui de son offre le cadre de la note méthodologique complété permettant de juger la qualité de l'offre.

5.3. Documents à remettre par le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché

A réception de l'avis envoyé par le Maître d'Ouvrage, le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché produira, s'il ne l'a déjà fait lors du dépôt de son offre, les certificats et attestations prévus aux articles R2143-3 à R2143-11 du code de la commande publique.

6. ANALYSE DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

6.1. Sélection des candidatures

Avant de procéder à l'examen des candidatures, si le Maître d'Ouvrage constate que les pièces dont la production était réclamée sont absentes ou incomplètes, il peut décider de demander à tous les candidats concernés de compléter leur dossier de candidature dans un délai qui ne saurait être supérieur à dix (10) jours, à compter de la réception de la demande par tout moyen à la disposition du Maître d'Ouvrage (lettre, télécopie, mail).

Ne seront pas admis à participer à la suite de la procédure de passation de marché, les candidats :

- qui ne peuvent soumissionner à un marché en application des dispositions des articles L2141-1 à L2141-5 du code de la commande publique,
- qui, le cas échéant après mise en œuvre des dispositions du premier alinéa du présent article, produisent des dossiers de candidature ne comportant pas les pièces mentionnées aux articles R2143-3 à R2143-11 du code de la commande publique.

6.2. Jugement des offres

Ce jugement sera effectué dans les conditions prévues aux articles R2152-1 à R2151-2 du code de la commande publique. Les offres inappropriées, irrégulières et inacceptables, conformément à la définition de l'article R2152-1, peuvent être éliminées sans procédure de négociations. Les offres irrégulières ou inacceptables peuvent devenir régulières ou acceptables au cours de la négociation à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses.

Pour choisir, parmi les offres conformes, l'offre qu'il juge la plus intéressante, le Maître d'Ouvrage tiendra compte des critères suivants :

- **Le prix** 100 points
- **La valeur technique** 100 points
- décomposée suivant le cadre de la note méthodologique -

Pour l'analyse de la valeur technique de l'entreprise, le pouvoir adjudicateur ne prendra en compte que le cadre de la note méthodologique complétée ainsi que les annexes.

6.3. Négociations et critères d'attribution

Conformément à l'article R 2123-5 du code de la commande publique et après vérification des pièces transmises à l'appui de l'offre, le Maître d'Ouvrage engagera des négociations.

Le pouvoir adjudicateur procédera à l'analyse des offres des candidats dont la candidature aura été admise et sélectionnera, sur la base des critères de sélection des offres, 3 candidats au maximum qui seront invités à négocier.

Cette négociation sera susceptible de porter sur tout élément technique et/ou financier.

A l'issue de ces auditions et de la négociation, la notation sera revue et un nouveau classement sera réalisé.

Après négociations, l'attribution du marché sera effectuée selon les mêmes critères énoncés ci-dessus.

Ce jugement sera effectué dans les conditions prévues aux articles R2152-1 à R2151-2 du code de la commande publique.

Les offres devront être conformes aux prescriptions du cahier des charges. Conformément à l'article R2152-6, les offres régulières, acceptables et appropriées, et qui n'ont pas été rejetées en application des articles R. 2152-3 à R. 2152-5 et R. 2153-3, sont classées par ordre en appliquant les critères d'attribution.

7. RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

7.1. Correspondants

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires nécessaires au cours de leur étude, les candidats sont invités à poser leurs éventuelles questions ou demandes sur le profil d'acheteur Mégalis Bretagne au plus tard, sept (7) jours avant la date limite de remise des offres par l'intermédiaire du site internet : www.megalis.bretagne.bzh.

7.2. Interdictions de soumissionner facultatives

Conformément aux dispositions des articles L. 2141-7 et suivants du code précité, le Maître d'Ouvrage peut exclure de la présente procédure de passation :

- ✓ Les personnes qui, au cours des trois années précédentes, ont dû verser des dommages et intérêts, ont été sanctionnées par une résiliation ou ont fait l'objet d'une sanction comparable du fait d'un manquement grave ou persistant à leurs obligations contractuelles lors de l'exécution d'un contrat de la commande publique antérieure.
- ✓ les personnes qui :
 - Soit ont entrepris d'influer indûment sur le processus décisionnel de l'acheteur ou d'obtenir des informations confidentielles susceptibles de leur donner un avantage indu lors de la procédure de passation du marché, ou ont fourni des informations trompeuses susceptibles d'avoir une influence déterminante sur les décisions d'exclusion, de sélection ou d'attribution,
 - Soit par leur participation préalable directe ou indirecte à la préparation de la procédure de passation du marché, ont eu accès à des informations susceptibles de créer une distorsion de concurrence par rapport aux autres candidats, lorsqu'il ne peut être remédié à cette situation par d'autres moyens.
- ✓ Les personnes à l'égard desquelles il dispose d'éléments suffisamment probants ou constituant un faisceau d'indices graves, sérieux et concordants pour en déduire qu'elles ont conclu une entente avec d'autres opérateurs économiques en vue de fausser la concurrence.
- ✓ L'acheteur peut exclure de la procédure de passation du marché les personnes qui, par leur candidature, créent une situation de conflit d'intérêts, lorsqu'il ne peut y être remédié par d'autres moyens. Constitue une telle situation toute situation dans laquelle une personne qui participe au déroulement de la procédure de passation du marché ou est susceptible d'en influencer l'issue a, directement ou indirectement, un intérêt financier, économique ou tout autre intérêt personnel qui pourrait compromettre son impartialité ou son indépendance dans le cadre de la procédure de passation du marché.

7.3. Attribution de compétences

Service auprès duquel les informations sur les délais d'introduction des recours peuvent être obtenues :

SMASR - Syndicat Mixte d'Aménagement du Stade de Roudourou
Mairie de Guingamp, 1 place du Champ au Roy, CS 50543 - 22205 GUINGAMP CEDEX
Tél : 02.96.40.64.50

Organe compétent pour les procédures de recours contentieux :

Tribunal Administratif de Rennes – 3 Contour de la Motte – 35044 Rennes Cedex
– Tel : 02.23.21.28.28 – Fax : 02.40.47.90.68 – Courrier électronique : greffe.tarennes@juradm.fr

Le Tribunal Administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr

Annexe 1 : Attestation sur l'honneur (si réponse électronique hors dispositif DUME simplifié)

Je soussigné(e), M/MME [nom et qualité]

représentant et ayant pouvoir pour engager la société

Le candidat individuel ou chaque membre du groupement déclare sur l'honneur, ne pas tomber sous le coup de l'interdiction posée par articles L. 2141-1 à L. 2141-6 du code de la commande publique et être en règle au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés.

Sont exclues de la procédure de passation des marchés publics :

a. Les personnes qui ont fait l'objet d'une condamnation définitive pour l'une des infractions prévues aux articles 222-34 à 222-40, 225-4-1, 225-4-7, 313-1, 313-3, 314-1, 324-1, 324-5, 324-6, 421-1 à 421-2-4, 421-5, 432-10, 432-11, 432-12 à 432-16, 433-1, 433-2, 434-9, 434-9-1, 435-3, 435-4, 435-9, 435-10, 441-1 à 441-7, 441-9, 445-1 à 445-2-1 ou 450-1 du code pénal, aux articles 1741 à 1743, 1746 ou 1747 du code général des impôts, ou pour recel de telles infractions, ainsi que pour les infractions équivalentes prévues par la législation d'un autre État membre de l'Union européenne.

La condamnation définitive pour l'une de ces infractions ou pour recel d'une de ces infractions d'un membre de l'organe de gestion, d'administration, de direction ou de surveillance ou d'une personne physique qui détient un pouvoir de représentation, de décision ou de contrôle d'une personne morale entraîne l'exclusion de la procédure de passation des marchés de cette personne morale, tant que cette personne physique exerce ces fonctions.

Sauf lorsque la peine d'exclusion des marchés a été prononcée pour une durée différente par une décision de justice définitive, l'exclusion de la procédure de passation des marchés au titre du présent article s'applique pour une durée de cinq ans à compter du prononcé de la condamnation.

b. Les personnes qui n'ont pas souscrit les déclarations leur incombant en matière fiscale ou sociale ou n'ont pas acquitté les impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales exigibles. La liste de ces impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales est fixée par un arrêté du ministre chargé de l'économie annexé au présent code.

Cette exclusion n'est pas applicable aux personnes qui, avant la date à laquelle l'acheteur se prononce sur la recevabilité de leur candidature, ont, en l'absence de toute mesure d'exécution du comptable ou de l'organisme chargé du recouvrement, acquitté lesdits impôts, taxes, contributions et cotisations ou constitué des garanties jugées suffisantes par le comptable ou l'organisme chargé du recouvrement, ou, à défaut, ont conclu et respectent un accord contraignant avec les organismes chargés du recouvrement en vue de payer les impôts, taxes, contributions ou cotisations, ainsi que les éventuels intérêts échus, pénalités ou amendes.

c. Les personnes :

1° soumises à la procédure de liquidation judiciaire prévue à l'article L. 640-1 du code de commerce ou faisant l'objet d'une procédure équivalente régie par un droit étranger,

2° qui font l'objet, à la date à laquelle l'acheteur se prononce sur la recevabilité de leur candidature, d'une mesure de faillite personnelle ou d'une interdiction de gérer en application des articles L. 653-1 à L. 653-8 du code de commerce, ou d'une mesure équivalente prévue par un droit étranger,

3° admises à la procédure de redressement judiciaire instituée par l'article L. 631-1 du code de commerce ou à une procédure équivalente régie par un droit étranger, et qui ne justifient pas avoir été habilitées à poursuivre leurs activités pendant la durée prévisible d'exécution du marché.

d. Les personnes qui :

1° ont été sanctionnées pour méconnaissance des obligations prévues aux articles L. 8221-1, L. 8221-3, L. 8221-5, L. 8231-1, L. 8241-1, L. 8251-1 et L. 8251-2 du code du travail ou qui ont été condamnées au titre de l'article L. 1146-1 du même code ou de l'article 225-1 du code pénal,

2° au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la procédure de passation du marché, n'ont pas mis en œuvre l'obligation de négociation prévue au 2° de l'article L. 2242-1 du code du travail,

3° ont été condamnées au titre du 5° de l'article 131-39 du code pénal ou sont des personnes physiques condamnées à une peine d'exclusion des marchés.

Sauf lorsque la peine d'exclusion des marchés a été prononcée pour une durée différente fixée par une décision de justice définitive, l'exclusion prévue au présent article s'applique pour une durée de trois ans à compter la date de la décision ou du jugement ayant constaté la commission de l'infraction. 9 DSJ_CP_rév_3.1_20191018

Cette exclusion n'est pas applicable à la personne qui établit qu'elle n'a pas fait l'objet d'une peine d'exclusion des marchés inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire en application de l'article 775-1 du code de procédure pénale, qu'elle a régularisé sa situation, qu'elle a réglé l'ensemble des amendes et indemnités dues, qu'elle a collaboré activement avec les autorités chargées de l'enquête, qu'elle a, le cas échéant, réalisé ou engagé la régularisation de sa situation au regard de l'obligation de négociation du 2° de l'article L. 2242-1 du code du travail et enfin, qu'elle a pris des mesures concrètes de nature à prévenir la commission d'une nouvelle infraction pénale ou d'une nouvelle faute.

Cette exclusion n'est pas non plus applicable en cas d'obtention d'un sursis en application des articles 132-31 ou 132-32 du code pénal, d'un ajournement du prononcé de la peine en application des articles 132-58 à 132-62 du code pénal ou d'un relèvement de peine en application de l'article 132-21 du code pénal ou des articles 702-1 ou 703 du code de procédure pénale.

e. Les personnes qui font l'objet d'une mesure d'exclusion des contrats administratifs en vertu d'une décision administrative prise en application de l'article L. 8272-4 du code du travail.

Cette exclusion n'est pas applicable à la personne qui établit qu'elle n'a pas fait l'objet d'une peine d'exclusion des marchés inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire en application de l'article 775-1 du code de procédure pénale, qu'elle a régularisé sa situation, qu'elle a réglé l'ensemble des amendes et indemnités dues, qu'elle a collaboré activement avec les autorités chargées de l'enquête et qu'elle a pris des mesures concrètes de nature à prévenir la commission d'une nouvelle infraction pénale ou d'une nouvelle faute.

A :

Le :

Signature 10 *DSJ_CP_rév_3.1_20191018*

Annexe 2A : Actions et recommandations préalables applicables à la réponse électronique *(Dume simplifié ou par voie électronique)*

Prérequis : Le fonctionnement en bonne et due forme de la plate-forme MégalisBretagne nécessite le respect de prérequis. Le candidat doit s'assurer de la configuration de son environnement informatique. L'outil offre un module pour «tester la configuration de votre poste» (rubrique «prérequis techniques» en bas de page ou pour en savoir plus sur les prérequis (cliquez ICI)).

Besoin d'aide:

- ☐ un guide utilisateur est disponible sur Mégalis Bretagne : télécharger le guide d'utilisation à destination des opérateurs économiques,
- ☐ des consultations tests peuvent être réalisées sur la plateforme pour se préparer à la réponse électronique,
- ☐ en cas de difficultés techniques, vous pouvez contacter la hotline au **0 820 20 77 43**.

Compte entreprise : l'inscription et l'authentification sont nécessaires pour répondre électroniquement. Le candidat doit s'assurer de la mise à jour du numéro de SIRET de son compte entreprise pour générer automatiquement le formulaire DUME simplifié.

Les plis transmis sont horodatés par la plate-forme www.megalis.bretagne.bzh.

Les opérateurs économiques doivent donc prendre toute disposition afin que leurs plis soient réceptionnés (et non envoyés) avant les date et heure limites indiquées en page de garde du présent Règlement de la Consultation. Tout pli qui parviendrait après sera considéré comme hors délai.

Annexe 2B : Précision sur la signature électronique de l'offre

Bien que l'opérateur ne soit pas dans l'obligation de signer électroniquement son offre au stade du dépôt, il sera tenu de la signer par voie électronique en cas d'attribution et dans les conditions déclinées ci-dessous :

- ✓ La signature est au format XAdES, CAdES ou PAdES. L'attributaire est invité à privilégier le format électronique PADES (format de signature qui intègre directement le jeton de signature dans le fichier PDF). L'outil de signature proposé par la plateforme Mégalis, vous permettra de signer facilement vos documents dans ce format.
- ✓ La signature électronique implique l'utilisation d'un certificat de signature électronique qualifié délivré par un prestataire de service de confiance répondant aux exigences du règlement eIDAS, soit par une autorité de certification, française ou étrangère, qui répond aux exigences équivalentes à l'annexe I du règlement (UE) n°910/2014 du Parlement européen et du Conseil du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques au sein du marché intérieur et abrogeant la directive 1999/93/CE (eIDAS). L'arrêté du 12 avril 2018 relatif à la signature électronique dans la commande publique, pris en application du règlement européen précité, redéfinit les modalités d'utilisation de la signature électronique et du certificat qualifié nécessaire pour que le signataire d'un marché public puisse être considéré comme ayant valablement donné son consentement. Cet arrêté opère la transition entre le certificat de signature électronique conforme au référentiel général de sécurité (RGS), précédent standard, et le certificat « eIDAS » prévu par la réglementation européenne, conforme au règlement européen précité sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques (eIDAS). Le certificat de signature utilisé selon le standard RGS reste cependant valable jusqu'à son expiration si celle-ci est postérieure au 1er octobre 2018.

Un prestataire de service de confiance qualifié est un prestataire qui a fourni un ou plusieurs services de confiance qualifiés et a obtenu de l'organe de contrôle le statut qualifié (article 3.20 du règlement eIDAS). En France, l'organe de contrôle, l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'informations (ANSSI), dresse une liste des prestataires habilités disponible à l'adresse suivante :

<https://www.ssi.gouv.fr/administration/visa-de-securite/visas-de-securite-le-catalogue/>

Les frais éventuels d'acquisition du certificat de signature sont à la charge des candidats.

Toutefois, le candidat est libre d'utiliser le certificat de son choix si celui-ci est conforme aux obligations résultant du règlement eIDAS et de l'arrêté du 12 avril 2018 précité. Dans ce cas, le candidat doit transmettre tous les éléments nécessaires à la vérification gratuite de la signature et de l'intégrité de ces derniers, par le pouvoir adjudicateur, en transmettant concomitamment les éléments nécessaires à la vérification de la validité. Le signataire indique à l'appui la procédure permettant la vérification de la validité en fournissant notamment le lien sur lequel la signature peut être vérifiée avec une notice d'explication en français.